

Revolut cible les PME helvétiques

FINTECH Déjà solidement implantée dans les finances quotidiennes des jeunes Suisses et Suisseuses, l'entreprise anglaise propose son app et ses services aux entreprises helvétiques depuis peu

SÉBASTIEN RUCHE

Revendant plus d'un million de clients privés en Suisse, Revolut est récemment arrivée – assez discrètement – sur le marché des entreprises. La fintech anglaise, connue pour ses comptes multidevises et ses virements internationaux bon marché, cible maintenant les PME suisses. De quoi répéter la success-story qu'elle a connue avec les clients individuels?

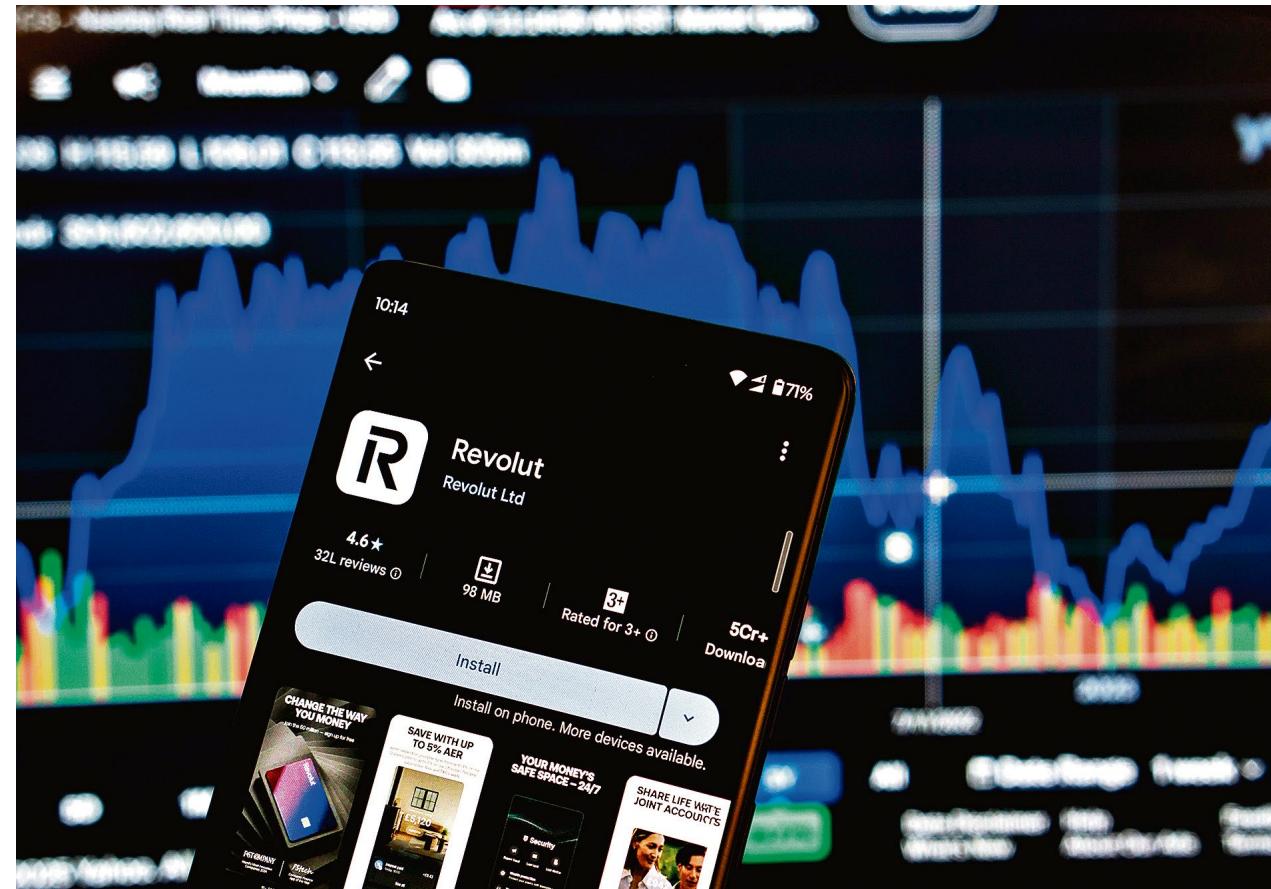
La nouvelle offre de Revolut compte comme produit d'appel un compte épargne en euro pour les entreprises, pouvant rapporter 1,75%, avec des intérêts payés quotidiennement. De quoi espérer faire fructifier une trésorerie. En pratique, ce taux n'est accessible que pour les clients souscrivant l'abonnement le plus coûteux, précise au *Temps* James Gibson, qui dirige Revolut Business, l'entité dédiée aux entreprises.

Cet abonnement est facturé plus de 250 euros par mois en Europe, précise notre interlocuteur, et son tarif est communiqué «sur demande» en Suisse, selon le site de la société. Les entreprises choisissant l'abonnement à 120 francs par mois recevront 1,3% et celles qui prennent l'offre d'entrée de gamme devront se contenter de 1%.

Retard par rapport aux clients privés

Lancée en 2015, Revolut a mis sur pied sa division «Business» en 2017, avec des produits similaires à ceux offerts aux clients individuels: comptes multidevises, change à des taux avantageux. Cette entité fournit «15 à 25%» des revenus du groupe, selon James Gibson, qui ne partagera pas l'objectif fixé à cette division, mais relève que l'activité B2B «se trouve dans la même situation que l'activité pour les privés il y a 5 ou 6 ans».

Revolut affirme servir plus de 60 millions de clients privés et 500 000 entreprises dans les quelque 160 pays et régions dans lesquelles son application est disponible. Dont «plusieurs milliers d'entreprises» en Suisse.



Lancée en 2015, Revolut a mis sur pied sa division «Business» en 2017. (DACC, BANGLADESH, 8 MARS 2025/MD.MAMUN MIAH/ZOONAR.COM/IMAGO)

«La moitié des entreprises clientes en Suisse ont pu ouvrir un compte en 48 heures, contre 21 jours au Royaume-Uni»

JAMES GIBSON, DIRECTEUR DE REVOLUT BUSINESS

analyse Loïc Staub, avocat spécialisé dans les technologies financières, à la tête de sa société de conseil SynHedge.

En pratique, il s'agit d'interfaces plus intuitives qui permettent des accès simplifiés aux services, en quelques clics, «sans devoir sys-

tématiquement lire et signer des tonnes de documents». Côté Revolut, James Gibson souligne la rapidité de l'ouverture d'un compte: «la moitié des entreprises clientes en Suisse ont pu ouvrir un compte en 48 heures, contre une moyenne de 21 jours au Royaume-Uni».

Cartes à usage unique

Côté produits et services, les changes à des taux attractifs sont systématiquement proposés par les fintechs, reprend Loïc Staub: «Les entreprises suisses sont très souvent exportatrices et les banques traditionnelles facturent des frais très élevés pour ce service». Egalement attractifs pour les entreprises, des paiements internationaux quasi immédiats et nettement moins coûteux sont proposés par certaines fintechs, comme la zougaise Bivial, qui utilise des

méthodes alternatives de paiements pour ce type de virements.

Les jeunes acteurs à la croisée de la finance et de la technologie se positionnent aussi sur des services de niche, comme la gestion des dépenses, permettant à une entreprise de gérer plus facilement les frais de voyage de ses employés, de leur attribuer des cartes de crédit ou de débit, depuis une seule plateforme.

Autre exemple, les cartes à usage unique, «qui permettent d'effectuer des achats sans avoir peur que les données soient volées, car de telles cartes de débit ou de crédit se désactivent automatiquement après leur première utilisation. L'utilisateur est certain qu'il ne se fera pas vider son compte», précise l'avocat d'origine lausannoise, établi à Schwytz.

Revolut ne fournit pas de crédit aux entreprises, mais lancera prochainement un produit dans ce sens sur le marché français. Et en

Suisse «un jour», selon James Gibson, tout comme il est prévu de lancer des comptes épargne en francs, puis des contrats à terme sur certaines devises (euro, livre, dollar) en Suisse également.

Pas de licence bancaire en Suisse

En Suisse, Revolut détient une filiale mais pas de licence bancaire. Les fonds des clients suisses sont donc déposés en Lituanie, où la société détient une licence bancaire depuis 2018. On touche là un point sensible.

«Revolut ne détenant pas de licence en Suisse, on se trouve dans une situation où le million d'utilisateurs, soit plus de 10% de la population, ne bénéficient pas de la protection des dépôts bancaires en Suisse; en cas de faillite, ces clients devront faire valoir leurs droits en Lituanie», analyse encore Loïc Staub. En Europe, les dépôts sont garantis jusqu'à 100 000 euros par déposant en cas de défaillance d'une banque. En Suisse, la même garantie existe, avec un plafond à 100 000 francs par client et par banque.

Selon nos informations, Revolut a envisagé d'obtenir une licence bancaire en Suisse fin 2023. La société avait alors publié des annonces d'emploi pour des postes de responsable juridique et de responsable de la conformité. Plusieurs candidats nous avaient raconté avoir été interrogés sur l'intérêt d'une licence bancaire et les démarches à effectuer pour l'obtenir – certains y voyant même un moyen pour Revolut d'obtenir un conseil légal gratuit (ce que l'entreprise a démenti en répondant à nos questions).

Sans licence bancaire, un établissement étranger ne peut pas proposer directement ses services à des clients potentiels suisses, ni effectuer de publicité dans le pays. Le développement de son activité repose donc sur les clients, qui doivent prendre l'initiative de contacter la banque ou la fintech – ce qu'on appelle une *reverse solicitation*, en jargon bancaire. Un détail qui rend le succès de Revolut auprès du public suisse encore plus saisissant. ■

Genève sauve (à moitié) son Salon de l'aviation d'affaires

EBACE L'événement sera de retour à Palexpo en mai 2026, mais alternera ensuite avec une autre ville européenne une année sur deux.

Théo Allegrezzza

Genève conserve son Salon de l'aviation d'affaires. Mais l'EBACE – c'est son nom – n'y fera escale plus qu'un printemps sur deux. Alors que la menace d'un départ pur et simple planait, le lobby européen de l'aviation d'affaires (EBAA) a annoncé sa décision de garder son ancrage genevois et d'organiser à Palexpo la prochaine édition de l'événement, en mai 2026.

«Genève va rester le siège principal avec son salon renommé et son showcase pour l'industrie, tandis que tous les deux ans, la manifestation se déplacera à travers l'Europe afin de se rapprocher de ses membres», a fait savoir l'EBAA à travers un communiqué de presse diffusé jeudi.

Départ des Américains

Organisé depuis 2001 à cheval entre Palexpo et l'aéroport, l'EBACE fait office de point de rencontre entre les industriels de l'aviation d'affaires et leurs fournisseurs. Ce salon jouit d'une aura internationale et engendre des retombées économiques importantes pour le canton.

La dernière édition, en mai, s'est toutefois tenue dans une version réduite, sur une seule halle, et sans l'incontournable exposition de jets sur le tarmac. Elle n'a rassemblé qu'une centaine d'exposants, quatre fois moins qu'une dizaine d'années auparavant. Les grands avionneurs ont manqué à l'appel.

Les turbulences avaient débuté un an plus tôt, lorsque la NBAA américaine a choisi de mettre les voiles et de se replier sur ses terres. L'influent lobby aéronautique, qui représente plus de 10'000 entreprises, a revendu les parts qu'elle détenait dans le salon à son homologue européenne, dont la taille (et les moyens financiers) sont bien plus modestes.

Des critiques quant aux tarifs pratiqués par Palexpo, mais aussi sur la cherté de Genève de manière générale, ont alors refait surface. Les avionneurs ont également peu goûté à l'intrusion d'activistes du climat



La dernière édition de la manifestation s'était tenue dans une version réduite en 2025. Laurent Guiraud

«Les Européens ont réfléchi, ils nous ont challengés, et Genève a très bien su répondre.»

Claude Membrez

Directeur général de Palexpo

sur le tarmac lors de l'édition 2023. Flairant une opportunité, plusieurs villes européennes se sont positionnées en vue d'une éventuelle reprise, à l'instar de Vienne, Francfort ou Paris.

«L'alternance nous permettra de toucher de nouveaux publics, de nouveaux marchés et de présenter l'aviation d'affaires de manière plus large», a fait valoir Stefan Benz, directeur général ad interim de l'EBAA, cité dans le communiqué. Un compromis, en somme.

Au bout du lac, les autorités voient le verre à moitié plein. La conseillère d'État chargée de l'Économie, Delphine Bachmann, salue «un succès», qui est le fruit

d'un «effort collectif». «Tous les acteurs impliqués, Palexpo et Genève Aéroport en tête, n'ont pas ménagé leurs forces pour convaincre les organisateurs de maintenir la manifestation à Genève. C'est un signal fort que notre canton reste attractif», déclare la ministre centriste.

Pour le directeur général de l'aéroport, Gilles Rufenacht, Genève devient carrément «la base européenne pour l'aviation d'affaires». «Un an après la fin du Salon de l'auto, voilà enfin une bonne nouvelle pour notre canton et son économie», insiste celui qui quittera son poste cet automne.

Secteur important

Qu'a-t-il été entrepris concrètement pour convaincre l'EBAA de ne pas rompre avec une tradition vieille d'un quart de siècle? Difficile de le savoir. Gilles Rufenacht évoque la tenue d'un «important lobbying» ces derniers mois. «Une victoire de haute lutte», souffle Vincent Subilia, directeur général de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG).

En juin, le rejet par le parlement fédéral de deux motions écologistes visant à limiter et taxer les vols d'aviation d'affaires aurait également été perçu comme positif. En Suisse, le secteur génère 98'000 mouvements (décollages et atterrissages d'avions) par an, dont plus d'un quart concerne le canton.

«Les Européens ont réfléchi, ils nous ont challengés, et Genève a très bien su répondre», observe Claude Membrez, directeur général de Palexpo.

De là à revoir les tarifs à la baisse? «Ce n'est pas cela qui fait la musique, élude le dirigeant. Pour un tel événement, des centaines de détails entrent en ligne de compte. Ce qui importe, c'est l'image de la ville. Il n'existe pas d'autre endroit en Europe où il y a une telle proximité entre un centre d'exposition et l'aéroport.»

Une proximité encore plus directe dès 2026 puisqu'une passerelle provisoire reliera les halles et le tarmac, conformément à une demande de l'EBAA. La prochaine édition aura lieu du 27 au 29 mai.

Les banques européennes seraient « résilientes » en cas de crise

É.A.

Un « stress test » des principaux établissements européens indique qu'ils seraient en mesure de faire face à un choc économique majeur

Les grandes banques européennes « *seraient résilientes* » en cas de violente récession et de fragmentation mondiale du commerce, a affirmé vendredi 1^{er} août l'Autorité bancaire européenne (ABE). Publiant ses premiers « stress tests » depuis 2023, une sorte de scénario du pire anticipant une chute théorique de plus de 6 % du produit intérieur brut (PIB), elle en tire une conclusion relativement rassurante : « *Les résultats indiquent que le système bancaire de l'Union européenne (UE) aurait la capacité à continuer à soutenir l'économie en période de stress économique.* »

Cet exercice grandeur nature, qui plonge dans le détail des comptes des banques pendant de longs mois, analysant l'impact secteur par secteur, est l'un des outils créés après la grande crise financière de 2008. Pour que jamais ne se reproduise le scénario d'un gel complet des banques, quand les établissements financiers ne se faisaient plus confiance entre eux et que plusieurs d'entre eux ont fait faillite, le secteur a subi une profonde refondation.

Les banques ont été obligées d'augmenter fortement leurs fonds propres ; un fonds de secours d'urgence (financé par les banques) a été mis en place ; la Banque centrale européenne (BCE) a été chargée de les superviser ; conjointement à l'ABE, elle réalise des « stress tests » réguliers.

Un scénario « plausible »

Cette fois-ci, le scénario retenu était celui d'un violent choc géopolitique, qui provoquerait une chute de 6,3 % du PIB sur trois ans, entre 2025 et 2027, une forte hausse du prix des matières premières et une fragmentation du commerce, chaque région se repliant largement sur elle-même. Une sorte de guerre de l'Ukraine puissance 10, en quelque sorte... Il ne s'agit évidemment pas d'une prévision, mais simplement de vérifier qu'un tel scénario, sévère mais « *plausible* », ne provoque pas un gel du système financier.

Bien sûr, les banques ne sortiraient pas indemnes d'un tel choc. L'Autorité bancaire européenne, qui a testé 64 banques couvrant 75 % des actifs bancaires européens, calcule que les établissements subiraient une perte cumulée de 574 milliards d'euros. Leur ratio de fonds propres (dit « Common Equity Tier 1 » dans le jargon) chuterait lourdement, passant de 15,8 % fin 2024 à 12,1 %. Un tel niveau resterait cependant nettement supérieur à celui de 2013, quand il était à 11,1 % et que la BCE a commencé son travail de supervision. Même après une crise d'une telle ampleur, les banques seraient plus solides qu'à cette époque.

Cela ne signifie pas que cette période se passerait sans douleur. La BCE, qui a ajouté aux « stress tests » de l'ABE ses propres tests auprès de 45 banques supplémentaires, pour couvrir l'essentiel des établissements de la zone euro, s'inquiète en particulier pour 24 établissements. Dans ce scénario, ceux-ci seraient suffisamment en difficulté pour contrevenir à certains ratios réglementaires intermédiaires. Quatre d'entre eux passeraient même sous le ratio minimum de fonds propres ou de liquidité réglementaire. « *Ces « stress tests » montrent donc l'importance de maintenir des niveaux de fonds propres solides* », conclut la BCE.

Il s'agit d'une façon indirecte de répondre aux appels à la dérégulation dans le monde bancaire ces derniers mois. Côté américain, Donald Trump a lancé plusieurs chantiers dans ce sens. Les Européens ont eux-mêmes repoussé d'un an l'entrée en vigueur du durcissement des règles. La BCE n'en semble pas ravie.

Bilan positif pour la semaine de quatre jours

TRAVAIL Une étude anglo-saxonne montre que les collaboratrices et collaborateurs qui l'ont testée constatent des effets bénéfiques pour leur santé. Mais tous ne sont pas parvenus à baisser effectivement leurs heures

JULIE EIGENMANN

La semaine de quatre jours permet des améliorations au niveau de l'épuisement professionnel, de la satisfaction au travail, de la santé mentale et de la santé physique. C'est en tout cas ce que montrent les résultats d'un test mené à grande échelle dans le secteur privé, sans réduction de salaire. Une étude, publiée fin juillet dans *Nature Human Behaviour* qui tombe à point nommé alors que le concept de semaine de quatre jours fait beaucoup parler de lui et a donné lieu à des expériences massives, comme en Islande, ou des expérimentations plus locales, comme en Suisse.

Pour cette étude, menée de 2022 à 2024, des chercheuses du département de sociologie du Boston College, une université privée de Boston, et de la School of Social Policy, Social Work and Social Justice de l'University College de Dublin ont recueilli les données de 2896 salariées et salariés dans 141 organisations en Australie, au Canada, en Irlande, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, pays anglophones aux régimes

d'emploi plutôt néolibéraux et avec souvent un niveau élevé de stress des employés. Ces entreprises ont testé pendant six mois cette fameuse semaine de quatre jours, après une réorganisation du travail pour améliorer leur efficacité et la coordination entre les équipes,. Avec comme objectif une réduction de 20% du temps de travail, de 40 heures sur cinq jours à 32 heures sur quatre. Des données d'enquête ont également été recueillies auprès d'une douzaine d'entreprises témoins qui n'ont en parallèle, elles, pas testé la semaine de quatre jours.

Différents secteurs

La plupart des entreprises à s'être prêtées au jeu sont de petite ou de moyenne taille. Elles sont principalement actives dans les services, l'administratif, mais certaines évoluent aussi dans l'industrie, la construction et même la restauration. Le modèle de jour de congé, commun à tous les collaborateurs ou variable, dépendait du choix de chaque organisation. Voici pour le cadre.

Mais si l'objectif était une réduction de 20% des heures, les expé-

riments ont été plus hétérogènes. «Dans la pratique, toutes les entreprises n'ont pas procédé de la même manière, raconte au *Temps* Wen Fan, co-auteure de l'étude et professeur associée de sociologie au Boston College. Certaines ont diminué le temps de travail de huit heures, d'autres

90%

Environ 90% des entreprises qui ont testé la semaine de quatre jours ont décidé de continuer.

ont même augmentées. Cela peut notamment s'expliquer par des tendances saisonnières: si les six mois de test ont lieu pendant une période particulièrement intense pour l'entreprise, cela peut rendre l'implémentation de ce modèle plus difficile».

Des améliorations en matière de burn-out

Dans le détail des résultats, les employés des entreprises ayant enregistré une réduction moyenne de huit heures ou plus connaissent des améliorations plus importantes en matière de burn-out, de satisfaction au travail et de santé mentale (évaluées sur une échelle définie), comparativement aux employés des entreprises témoins où les horaires sont restés stables. Des progrès similaires sont observés chez les employés des entreprises ayant connu des réductions de cinq à sept heures et d'une à quatre heures.

Un constat surprenant, ou attendu? «La réduction des heures aurait pu amener à une «intensification» parce qu'il y a moins de temps pour effectuer le même type de travail, et donc

avoir des conséquences négatives pour la santé», souligne la chercheuse. Parmi les facteurs qui expliquent que les effets sur le bien-être aient été positifs, il y a l'amélioration de la capacité de travail (*work ability*): les individus ont évalué leur propre productivité comme meilleure. Mais aussi la baisse de la fatigue et des problèmes de sommeil, avec un jour de travail en moins, liste Wen Fan.

Pas d'impact constaté sur la productivité

Autre résultat, étonnant: pour les entreprises qui sont passées aux quatre jours, les universitaires ne constatent pas d'effets négatifs sur les relations entre collègues, au contraire. Alors qu'on pourrait imaginer que la réduction des heures implique de renoncer à des moments plus informels à la machine à café. «L'une des hypothèses qui pourrait l'expliquer, c'est qu'une telle réorganisation nécessite de réfléchir ensemble et de s'entraider pour que cela fonctionne. Ce qui peut amener à se sentir davantage connecté.»

Et quid de la productivité, soit la grande crainte des employeurs?

«Au vu de la diversité des entreprises testées, il était impossible de mesurer la productivité d'une façon standardisée qui refléterait l'expérience de chacune. Mais nous avons collecté des données comme le chiffre d'affaires, le taux de rotation et les congés maladie, et elles sont restées stables ou se sont améliorées au cours des six mois de test. Mais là aussi, la saisonnalité diffère selon les secteurs et peut jouer un rôle, il faut donc prendre ces résultats avec une certaine distance.»

L'étude avertit aussi d'une limite: les entreprises ont choisi de participer et sont donc initialement plutôt favorables à plus de flexibilité, de quoi peut-être avoir un impact sur les résultats. Mais les organisations qui n'ont finalement pas testé le modèle et ont servi «d'entreprises de contrôle» pour une comparaison étaient elles aussi intéressées par ces questions, précise Wen Fan.

L'exploration n'est pas terminée: environ 90% des entreprises qui ont testé la semaine de quatre jours ont décidé de continuer. Ce qui fera l'objet d'un autre article scientifique, précise la chercheuse. ■

Plombée par le dollar, la BNS annonce une perte de 15 milliards de francs

POLITIQUE MONÉTAIRE La Banque nationale suisse subit de plein fouet l'appréciation du franc vis-à-vis du billet vert provoquée par la politique tarifaire de Donald Trump. Un versement aux collectivités publiques est incertain

ALEXANDRE BEUCHAT

La Banque nationale suisse (BNS) a bouclé le premier semestre 2025 sur une perte de 15,3 milliards de francs, a-t-elle annoncé jeudi. Le début de l'année avait pourtant bien démarré avec un bénéfice de 6,7 milliards au premier trimestre, mais le résultat s'est fortement dégradé entre avril et juin, avec une perte de 22 milliards à la clé.

Ce résultat intermédiaire n'a rien d'une surprise. La faute en revient à la vigueur du franc, ou plus précisément à la faiblesse du dollar. En effet, le résultat financier de la Banque nationale dépend principalement de la valorisation de ses placements en devises étrangères, qui représentent la grande majorité de ses actifs. Le billet vert s'est déprécié de plus de 10% face au franc, contribuant de manière significative à une perte de change qui atteint 43,9 milliards.

Monnaie américaine affaiblie

Alors que les marchés boursiers se sont rapidement redressés après le plongeon de la première moitié d'avril, atteignant même en partie de nouveaux sommets, la devise américaine est restée faible. Fin mars – soit quelques jours avant le «Liberation Day» du président améri-

cain Donald Trump –, un dollar valait encore environ 88 centimes. Fin juin, il n'atteignait plus que 79 centimes.

Le stock d'or de la BNS a permis d'atténuer la contreperformance, le métal jaune ayant généré une plus-value de 8,6 milliards de francs. En revanche, les positions en francs ont affecté le résultat semestriel à hauteur de 1 milliard. Les incertitudes économiques et géopolitiques causées par les droits de douane de Donald Trump ont renforcé le franc dans son rôle de valeur refuge. L'or a profité de cette même dynamique. Fin juin, le kilo de métal jaune s'échangeait à 84 247 francs, contre 76 011 francs six mois auparavant.

Les incertitudes économiques et géopolitiques ont renforcé le franc dans son rôle de valeur refuge

Comme d'habitude, la banque centrale rappelle que son résultat dépend principalement de l'évolution des marchés de l'or, des changes et des capitaux, ce qui implique de fortes variations. Dans son communiqué, la BNS souligne qu'elle est tenue de constituer des «provisions suffisantes pour maintenir les réserves monétaires au niveau requis par la politique moné-

ttaire». En d'autres termes, une distribution à la Confédération et aux cantons n'est pas garantie, surtout lors d'années déficitaires. Indépendamment de son résultat, la Banque nationale constitue chaque année des provisions afin de renforcer ses fonds propres.

L'instabilité, nouvelle norme

Pour la BNS, les exercices se suivent, mais ne se ressemblent pas. Depuis quelques années, les distributions de la Banque nationale ont tendance à nettement plus fluctuer. Les risques de pertes se sont fortement accrus depuis que la Banque nationale suisse a fait gonfler son bilan pour contrer l'appréciation du franc.

L'an dernier, la banque centrale avait réalisé un bénéfice record de plus de 80 milliards de francs, ce qui lui a permis de verser 3 milliards aux cantons et à la Confédération, après deux années de vaches maigres. Une manne providentielle pour les collectivités publiques, mais de plus en plus incertaine. Les cantons sont devenus prudents quant à l'intégration dans leur budget d'une éventuelle distribution de bénéfice.

La Banque nationale suisse devrait au minimum compenser la perte du premier semestre durant la deuxième partie de l'année afin de pouvoir procéder à un versement l'an prochain. En raison de la forte volatilité des marchés financiers, il est actuellement impossible de dire si une distribution aura effectivement lieu. ■

EU-Entscheid: FDP attackiert SP und Mitte

Parolenfassung Die FDP ist die einzige Partei, die ihre Basis schon im Herbst über das EU-Paket abstimmen lässt. Andere Parteien bezichtigt sie, «hinter verschlossenen Türen» zu entscheiden. Wie behandeln diese das brisante Geschäft?

Adrian Schmid

Auf die FDP wartet ein heißer Herbst: Im Oktober stimmen die Delegierten über die neuen EU-Verträge ab. Die Vorlage ist hoch umstritten. Bereits gibt es erste Anzeichen von Selbstzerfleischung. Alt-Nationalrätin Christa Markwalder griff kürzlich den Präsidenten der Zürcher Kantonalpartei an. Woher Filippo Leutenegger die Legitimation nehme, die vom Team des freisinnigen Bundesrats Ignazio Cassis «überzeugend gut ausgehandelten Bilateralen III derart zu torpedieren», fragte Markwalder auf X.

Ein FDP-Gremium erörtert

Vor- und Nachteile des Pakets

Ex-SRF-Moderator Leutenegger leitet in einer internen Arbeitsgruppe zum Vertragswerk die Seite der Kritiker. Das Gremium, dem je sechs Befürworter und sechs Skeptiker angehören, erörtert derzeit Vor- und Nachteile des EU-Pakets zuhanden der Delegiertenversammlung.

Die Parteizentrale verteidigt das Prozedere. Die FDP setze



Differenzen beim EU-Vertragswerk: FDP-Chef Thierry Burkart (links) und SP-Co-Präsident Cédric Wermuth. Foto: Keystone

auf einen «transparenten und offenen Meinungsbildungsprozess», sagt Kommunikationschef Matia Demarmels, «im Unterschied zu Mitte und SP, die ein gleichermassen breites Meinungsspektrum aufweisen, ihre Entscheide jedoch hinter verschlossenen Türen der Parteileitung überlassen».

Der Verdacht liegt nahe, dass der Freisinn mit diesem Angriff

auf SP und Mitte von den Streitereien in den eigenen Reihen ablenken will. Nun zeigt sich aber: Die FDP ist gemäss einer Umfrage dieser Redaktion die einzige Partei, welche die Mitglieder über das Paket abstimmen lässt – noch bevor dieses ins Parlament kommt.

In der SP werde der Parteitag «wie gewohnt» vor der Volksabstimmung die Parole

fassen, heisst es aus dem Zentralsekretariat. Die Antwort in der Vernehmlassung zum EU-Paket, die momentan läuft, verantwortet das elfköpfige Präsidium mit den Co-Chefs Mattea Meyer und Cédric Wermuth an der Spitze. Zuvor ist eine Diskussion im Parteirat vorgesehen, der Inputs geben kann.

Die Mitte wartet mit Parole, für SVP und Grüne ist es klar

In der Mitte ist ebenfalls das Präsidium für die Stellungnahme in der Vernehmlassung zuständig. Diese erfolgt in Absprache mit den eigenen Leuten in den Aussenpolitischen Kommissionen von National- und Ständerat. «Ein entscheidender Teil mit Blick auf die Volksabstimmung ist die innenpolitische Umsetzung», erklärt der neue Parteichef Philipp Matthias Bregy. «Die Mitte wird daher Stand jetzt, wie es übrigens üblich ist, erst im Anschluss an diese Debatte die Parole fassen.»

Als bisher einzige Bundesratspartei lehnt die SVP die EU-Verträge ab. Die Delegier-

ten demnächst zu befragen, ist nicht geplant. «Die Parteibasis hat der SVP Schweiz bereits den Auftrag erteilt, den EU-Unterwerfungsvertrag zu bekämpfen», schreibt die Pressestelle. Anfang 2024, kurz nach Abschluss der Sondierungsgespräche zwischen der Schweiz und der EU, verabschiedete die Delegiertenversammlung einstimmig eine entsprechende Resolution.

Auch die Grünen betonen, dass sich die Delegierten bereits mehrmals positioniert hätten: 2022 beschlossen sie eine Resolution, und im Jahr darauf fiel der Entscheid, bei der Lancierung der Europa-Initiative mitzumachen. «Damit ist die Position der Partei klar für eine engere Zusammenarbeit mit Europa und für die Bilateralen III», sagt Präsidentin Lisa Mazzone. Die Basis wird vor der Volksabstimmung über die neuen Verträge nochmals Stellung beziehen.

Ähnlich tönt es bei der GLP. Dort haben sich die Delegierten 2022 dafür ausgesprochen, dass sie nach dem Scheitern

des Rahmenabkommens eine Lösung mit der EU wollen. «Anders als andere Parteien befragen wir nicht plötzlich vorzeitig unsere Delegierten zu einer Vorlage, zumal wir die Antwort ohnehin kennen», führt der Co-Generalsekretär Pascal Tischhauser aus. «Die Grünliberalen sind die einzige Partei, die zu 100 Prozent hinter der Weiterführung des bilateralen Wegs und damit zu seiner Absicherung durch die Bilateralen III steht.»

Die Freisinnigen könnten gar Ja und Nein sagen

In der FDP könnte derweil sogar der Fall eintreten, dass die Partei sowohl Ja als auch Nein zu den Verträgen sagt. Denn nach dem Beschluss im Herbst werden die Delegierten später vor der Volksabstimmung ein zweites Mal über das Paket befinden und die offizielle Parole fassen, wie Kommunikationschef Matia Demarmels bestätigt. Der Entscheid im Oktober dient nur der «parteiinternen Meinungsbildung vor der parlamentarischen Beratung».

Des plastiques aux milliers de composants

CHIMIE Environ un quart des quelque 16 000 produits recensés dans les polymères sont dangereux pour la santé et l'environnement, dont des molécules mal connues. De plus, ces substances posent des problèmes de gestion et de recyclage

AURÉLIE COULON

Bisphénol A, phtalates, PFAS... Ces substances chimiques présentes dans les matériaux plastiques ont marqué les esprits ces dernières années lorsqu'il a été démontré qu'elles étaient partout dans nos objets du quotidien, et dangereuses pour la santé et l'environnement. Pourtant, elles ne sont que les quelques gouttes dans la mare des produits chimiques qui sont recensés dans tous les plastiques fabriqués aujourd'hui. Leur régulation pourrait peser lourd dans les négociations internationales sur le traité de gestion du plastique, qui se tiennent à Genève entre les 5 et 14 août.

Des chercheurs de l'Université norvégienne des sciences et des technologies et des deux instituts fédéraux de recherche sur l'eau (Eawag) et les matériaux (Empa) ont dénombré tous les composés chimiques qui ont été trouvés dans des polymères plastiques. En fouillant dans diverses sources, ils en ont recensé au total 16 325, soit environ 3 000 de plus que l'inventaire du dernier rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP), sorti en 2023. Le fruit de leurs recherches a été publié début juillet dans un article en accès libre de la revue *Nature*.

Les substances chimiques contenues dans le plastique servent plusieurs fonctions. Les additifs le plus souvent utilisés sont des colorants, d'autres améliorent la qualité ou la résistance du matériau, comme les plastifiants (ils améliorent la souplesse), les anti-UV et antibactériens, et les retardateurs de flammes. Les adjuvants aident à démarrer ou poursuivre la réaction de synthèse. Il existe aussi, dans les plastiques, des substances qui n'ont pas été intentionnellement ajoutées (baptisées «NIAS») mais qui sont nées des réactions chimiques qui ont lieu dans le mélange.

Toxicité pas toujours évaluée

Les plastiques d'origine végétale et biodégradables ne sont pas épargnés, au contraire. «Les mêmes additifs sont utilisés pour les plastiques traditionnels, affirme Zhanyun Wang, chercheur à l'Empa, et coauteur de l'article. De plus, comme les plastiques biodégradables ont des propriétés différentes et sont plus fragiles, comme le PLA (acide polyacétique un polymère tiré de l'amidon de maïs), il faut ajouter davantage de plastifiants.»

Les produits chimiques peuvent être libérés tout au long du cycle de vie du plastique, depuis la production des matières premières jusqu'à l'utilisation et la mise



Certains plastiques du même type mais provenant de fabricants différents ne peuvent pas être mélangés pour le recyclage, leur composition chimique n'étant pas compatible. (WORRADIREK/ISTOCKPHOTO/GETTY IMAGES)

au rebut. Certains traitements de fin de vie, tels que la mise en décharge ou l'incinération non contrôlées, peuvent aggraver encore la libération de produits chimiques. Sans compter que les déchets sauvages de plastique se dégradent en particules de plus en plus fines dans la nature et se retrouvent aujourd'hui partout. Les micro (plus petits que 5 mm) et les nanoplastiques (moins d'un micromètre) pénètrent alors insidieusement dans les organismes vivants et continuent de diffuser leur cargaison chimique.

Or sur les 16 325 produits décrits, identifiés par Zhanyun Wang et ses collègues, 4 219 sont considérés comme dangereux, soit près d'un quart. Ces agents peuvent être toxiques pour le milieu aquatique ou pour un organe en particulier, carcinogènes, mutagènes ou encore perturber le système hormonal ou le développement. Parmi les autres substances identifiées,

environ un millier est classé peu ou pas dangereux, et pour la grande majorité, la toxicité doit encore faire l'objet d'une évaluation rendue publique.

Le risque pour la santé humaine de ces produits dépend de l'exposition et de l'interaction entre les particules fines et les organes, après ingestion ou inhalation. Or, on a retrouvé des particules fines de plastique dans les poumons, le sang et les intestins d'individus, et même jusque dans le cerveau. Il a été récemment démontré qu'un adulte respirait environ 68 000 microplastiques par jour chez lui ou dans sa voiture, c'est 4 700 pour un enfant. Et les nanoparticules pourraient être dix fois plus concentrées dans l'air intérieur.

L'effet direct des micro et des nanoplastiques sur l'organisme humain est en cours d'évaluation et s'avère complexe, étant donné la diversité des types de par-

ticules, de substances et de susceptibilités individuelles. Mais les expériences chez les rongeurs, exposés à des additifs comme les phtalates ou à du polystyrène, ont montré un effet毒ique sur le développement prénatal et le système immunitaire. Et il a été montré que les travailleurs exposés à des additifs et à des monomères (comme le chlorure de vinyle) dans les usines de fabrication de plastique ont un risque augmenté de mortalité, d'infertilité pour les hommes ou de certaines maladies, notamment de leucémie, lymphome ou cancer du sein.

Manque de transparence

Dresser une telle liste a nécessité un travail très fastidieux. «Nous avons examiné plus de 60 sources: des livres techniques industriels, des bases de données réglementaires, des sites web industriels, des articles scientifiques et des livres, com-

mente Zhanyun Wang. Il a été très difficile de rassembler toutes ces informations, car elles sont fragmentées et dispersées. Dans l'une des analyses que nous avons utilisées, réalisée à l'ETH, une équipe de cinq personnes avait dû examiner plus de 300 études entre 1978 et 2021, et en avait extrait toutes les données manuellement, ce qui lui a pris près de deux ans.»

«La nature et la quantité de produits chimiques que les fabricants utilisent ne sont pas divulguées par l'industrie»

ZHANYUN WANG, CHERCHEUR À L'EMPA

C'est compter sans le manque de transparence des industriels. Pour le consommateur, il reste difficile de dire ce que contient son tupperware, ses collants en nylon ou son stylo. «La nature et la quantité de produits chimiques que les fabricants ajoutent aux plastiques ne sont pas divulguées par l'industrie. Nous savons que ces produits chimiques ont été utilisés dans des plastiques ou ont été mesurés dans des plastiques, mais nous ne savons pas dans quels produits les consommateurs peuvent les trouver.»

Les auteurs considèrent que la question de la régulation de ces substances chimiques est «négligée», voire «rendue invisible, intentionnellement ou non». Une question qui devrait être pourtant abordée dès lors que l'on parle de la gestion du plastique et de son économie circulaire. «Des études ont montré que l'on trouve des produits chimiques toxiques hérités du passé dans les plastiques recyclés, tels que des retardateurs de flamme bromés et des métaux lourds, précise le chercheur de l'Empa. Autre frein au recyclage: même des plastiques du même type, comme le PVC, mais provenant de différents fabricants, ne peuvent pas être mélangés pour le recyclage si leur composition chimique n'est pas compatible.» Et selon l'expert, il n'y a aucun moyen efficace pour éliminer ces additifs. Certains utilisent des solvants pour les extraire du plastique, mais «c'est un procédé très difficile et très énergivore, qui compromet aussi la qualité des matériaux traités.» ■

Salomé Philipp

Des centaines de places d'apprentissage cherchent encore preneur en Suisse romande, alors que les apprentis démarrent habituellement leur formation en août. Dans les cantons de Vaud, de Genève et du Valais, on totalise presque 1000 places d'apprentissage encore vacantes. Certains secteurs, comme ceux du bâtiment ou de l'hôtellerie-restauration, sont particulièrement touchés (*lire ci-contre*).

Dans le parking souterrain du centre commercial Quartz, à Martigny, une pièce discrète s'ouvre sur des murs d'armoires électriques hautes jusqu'au plafond. Ici, ce ne sont pas de simples câbles, mais d'épaisses barres conductrices qui acheminent des milliers d'ampères vers la vingtaine de commerces connectés.

«Les jeunes ne sont pas fainéants, mais le concept de tout sacrifier pour son travail n'est plus d'actualité.»

Laura Rod
Cogérante d'un restaurant,
hôtel et épicerie



Pour Laura Rod, cuisinière, formatrice et cogérante de Ben ouais, à Corcelles-le-Jorat (VD), ses apprentis et ses employés sont sa priorité. Odile Meylan

Pendant qu'à l'étage les clients remplissent leurs sacs, Philippe Vallotton et son apprenti, Diogo Monteiro, veillent au bon fonctionnement de l'ensemble du système. À 18 ans, le jeune Valaisan finit sa seconde année de formation, sur les quatre années requises pour devenir installateur électrique. Il est convaincu d'avoir fait le bon choix: «Ce métier, c'est le futur. On utilise de plus en plus l'électricité dans tous les domaines, donc je sais que j'aurai toujours du travail.»

Un emploi polyvalent, mais exigeant, à l'Ecole professionnelle technique des métiers à Sion impose un cadre strict et des connaissances mathématiques poussées. Diogo Monteiro constate aussi que beaucoup redoutent les conditions parfois pénibles sur les chantiers, telles que des manipulations lourdes ou des températures désagréables. «Ils préfèrent s'enfermer dans un bureau en pensant qu'ils auront de meilleures conditions, sans réaliser que cela peut aussi être difficile... et ennuyeux.»

«C'est une profession dévalorisée et perçue comme peu rentable, déplore Philippe Vallotton, patron de l'entreprise du même nom. Pourtant, un électricien bénéficiant d'une maîtrise fédérale peut gagner jusqu'à 15'000 francs par mois.» Car sans eux, impossible d'allumer une lumière, de scanner un produit ou de payer par carte. Caméras, alarmes incendie, haut-parleurs, connexion internet, ventilation et chauffage sont également liés au réseau électrique du centre commercial.

Fidéliser les apprentis, un vrai défi

Malgré son importance et ses potentiels lucratifs, le métier peine à susciter des vocations. Et même quand la formation aboutit, rien ne garantit qu'ils restent: la concurrence est rude, et d'autres entreprises en quête de main-d'œuvre recrutent parfois les apprentis dès leur diplôme en poche. «C'est un gros investissement de les former, alors quand ils partent aussitôt, c'est encore plus décourageant», confie Philippe Vallotton.

En plus, plusieurs apprentis interrompent leur formation en cours et ne la terminent jamais. «On en accueille trois ou quatre

Un cumul de fonctions qu'incarne aussi Laura Rod, cogérante du lieu, à la fois cuisinière, coach en entreprise et formatrice depuis huit ans.

Entre l'odeur appetissante d'un brownie concocté par la cheffe et son apprentie et les tables décorées dans un style bucolique, on en oublierait presque que le métier traverse une crise depuis plusieurs années. Il figure en première position du classement des apprentissages délaissés en Suisse. Dans le canton de Vaud, 35 places sont toujours vacantes, et environ un quart des apprentis cuisiniers abandonnent dès la première année.

«On ne peut pas se plaindre qu'il n'y ait pas assez de professionnels, mais ne pas en former», soutient Carole Schaller, cogérante chargée du service à Ben ouais. Laura Rod insiste elle aussi sur l'importance de la transmission: «Notre objectif, c'est de perpétuer le savoir-faire, tout en changeant les mentalités. Malheureusement, c'est un domaine qui oppose une forte résistance au changement.»

Réinventer le métier pour séduire les jeunes

Pour Janis Fares, 31 ans, apprenante en troisième année à Ben ouais, être cuisinière, c'est ne jamais s'ennuyer. Elle se reconnaît particulièrement dans les valeurs du restaurant, qui combine une approche zéro déchet avec l'utilisation de produits locaux. Cet engagement global en faveur d'une cuisine durable l'a entraînée motivée à entreprendre sa reconversion professionnelle à Ben ouais, après avoir travaillé avec les animaux.

Si l'équilibre entre sa vie professionnelle et personnelle est parfois compliqué, Janis Fares souhaite tout de même poursuivre dans le secteur après l'obtention de son diplôme. Un choix logique, mais incertain, car selon Laura Rod, près de deux tiers des cuisiniers quittent le métier après avoir obtenu leur diplôme.

«On en a marre que tout le monde dise que notre profession est trop dure», expliquent-elles. Si cette réputation rebute certains jeunes, elle s'explique aussi par les cas de maltraitance et de sexisme rapportés dans certains établissements. Les deux générations veulent combattre ces stéréotypes par crainte que le savoir-faire disparaîsse de la branche.

«On utilise de plus en plus l'électricité dans tous les domaines, donc je sais que j'aurai toujours du travail.»

Diogo Monteiro
Apprenti électricien

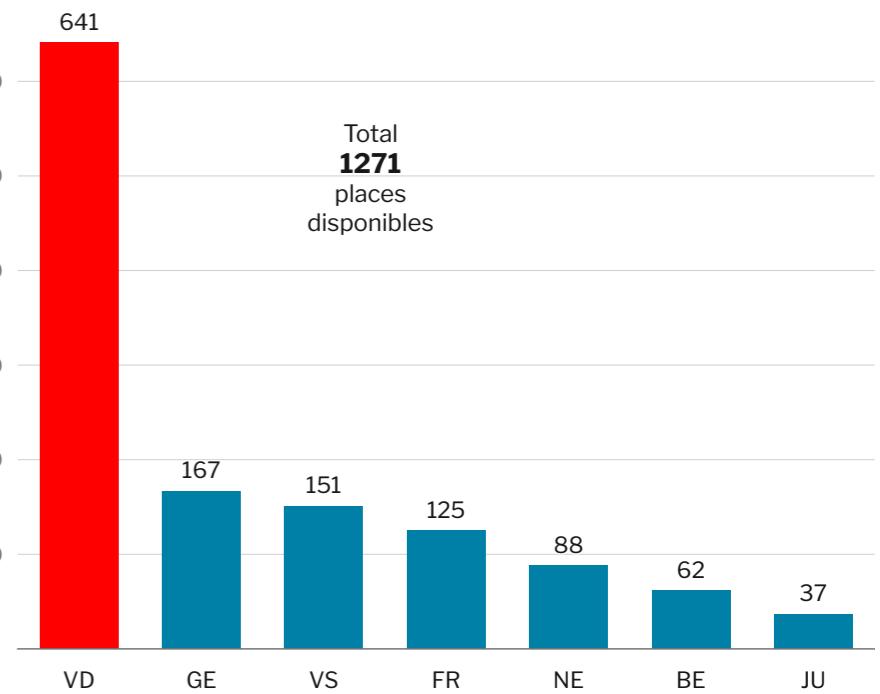
«C'est à nous de nous adapter aux exigences de la nouvelle génération, estime Laura Rod. Les jeunes ne sont pas fainéants, mais le concept de tout sacrifier pour son travail n'est plus d'actualité.» Pour s'adapter, la cuisinière a mis en place la semaine à quatre jours, et a participé à la réforme de la formation dans le canton de Vaud. Elle songe désormais à un concours pour valoriser davantage le service. «Quand j'ai commencé, la cuisine, c'était pour les cancres, se souvient-elle. Et puis, il y a eu des concours type «Top Chef» et ça a apporté un certain prestige à la profession, et donc beaucoup plus d'apprentis. Le secteur du service n'a pas encore bénéficié de ça.»

Le manque d'apprentis touche surtout les cantons romands

Formation Face à un désengagement croissant, élus, formateurs et autorités cantonales tentent de réagir.

Le canton de Vaud est celui où il manque le plus d'apprentis

Les places d'apprentissage en français disponibles dans les cantons romands, y compris Berne



Cuisinière, électricien, ils aiment ces métiers dont personne ne veut

Apprentissage Les centaines de places vacantes et les difficultés à assurer la relève dans plusieurs domaines préoccupent les employeurs. Formateurs et apprentis témoignent.



Philippe Vallotton, électricien à Martigny (VS), forme Diogo Monteiro, 18 ans, qui finit sa seconde année d'apprentissage sur les quatre années requises. Yvan Genevy

progressif des entreprises formatrices. «De nombreux chefs d'entreprise considèrent la formation d'apprentis comme un investissement, et non comme une aubaine financière», affirme-t-il.

Si le phénomène s'observe à l'échelle nationale, les cantons romands sont particulièrement touchés, selon l'OFS. On y dénombrerait 1271 places disponibles (en français) fin juillet. Certains cantons affichent des chiffres inquiétants. Fin juillet, Vaud comptait encore 641 places inoccupées. Genève et le Valais le suivent, avec respectivement 167 et 151 places vacantes. Le Jura fait figure de bon élève, avec seulement 37 encore à pourvoir.

Plusieurs domaines clés souffrent d'un manque criant d'apprentis: le bâtiment, l'hôtellerie-restauration et les soins à la personne concentrent une large part des places restées vacantes. Parmi les professions les plus touchées, cinq se détachent en Suisse romande, chacune ayant plus de 40 postes non pourvus. Cuisinier, installateur électrique, assistant en soin et santé communautaire, gestionnaire en hôtellerie-intendance et agriculteur occupent les premières places du classement des métiers mal aimés.

Cette pénurie n'est pas nouvelle: depuis une décennie, le nombre d'apprentis diminue en Suisse. Le taux de places d'apprentissage en fonction des emplois a chuté de presque 5% en 2012 à 4,2% en 2022, accentuant le manque de main-d'œuvre qualifiée dans des secteurs déjà précoces. Le décrochage genevois est particulièrement marqué par rapport à la moyenne fédérale. En 2022, le canton n'affichait que 1,6% de places d'apprentissage par rapport au nombre d'emplois. De quoi nourrir l'inquiétude sur la capacité du système à assurer la relève.

En quête de reconnaissance politique

Le conseiller national Jacques Nicolet (UDC/VD) a tenté à deux reprises de promouvoir la formation professionnelle, en mars puis en juin dernier. Il a notamment proposé des mesures incitatives pour les entreprises et une revalorisation salariale des apprentis, jusqu'à 600 francs de plus par mois. Il souhaite ainsi compenser le coût réel de la formation sur le terrain et mieux s'adapter au marché de l'emploi.

À ce jour, le Conseil fédéral lui a répondu que les conditions-cadres étaient suffisantes. Un statu quo que déplore l'élu vaudois. Il estime que «si la formation professionnelle était aussi lucrative que cela, beaucoup plus d'entreprises s'y intéresseraient».

Pour lui, le désintérêt des apprentis n'est pas l'unique problème, car la crise actuelle résulte aussi d'un désengagement

Salomé Philipp

Forderungen, Verhandlungen und ein Videocall

Der Bundesrat steht unter Druck, und dem Parlament sind vorerst die Hände gebunden. So geht es weiter im Zoll-Zoff.

Benjamin Rosch

US-Präsident Donald Trump erwischte die Schweiz am Nationalfeiertag auf dem falschen Fuss und verhängt enorm hohe Zölle von 39 Prozent. Nach dem Schock sortiert sich die Schweizer Politik neu. Die wichtigsten Fragen zu den nächsten Schritten gibt es hier in der Übersicht.

Wie reagieren die Schweizer Parteien auf Trumps Zoll-Hammer?

Zuerst war das Entsetzen – dann kamen die Forderungen. Diese reichten von einem sofortigen Stopp der amerikanischen Kampfjet-Beschaffung F-35 bis zu einem Unterstützungsprogramm für die Schweizer Wirtschaft. Vieles davon deckt sich allerdings mit bereits bestehenden Forderungen und Parteiprogrammen.

Und was ist mit dem Bundesrat?

Der Bundesrat soll sich gemäss «Sonntags-Zeitung» heute Montag zu einer Krisensitzung per Videocall treffen. Eine offizielle Bestätigung gibt es dafür nicht, dies deckt sich aber mit Informationen dieser Zeitung. Die nächste offizielle Bundesratssitzung ist erst für den 13. August angesetzt. Weil aber die neuen Zölle bereits per 7. August gelten sollen, dürfte der Bundesrat alles daran setzen, diese Woche doch noch eine Einigung zu erzielen.

Auch das Staatssekretariat für Wirtschaft will gemäss «Sonntags-Zeitung» heute Montag mit Wirtschaftsvertretern das unmittelbare Vorgehen erörtern. Derweil haben die Unterhändler ihre Arbeit bereits am Wochenende wieder fortgesetzt, ist aus Bern zu hören.

Wie sieht diese Arbeit konkret aus?

Anders als mit anderen Nationen arbeitet die Schweiz mit den USA an einer eigentlichen Absichtserklärung, einem «legally nonbinding agreement». Dies ist die Vorstufe zu einem eigentlichen Handelsvertrag – ein «Deal» eben, wie es Trump gerne nennt. Die Verhandlungen dazu waren offenbar weit fortgeschritten, doch die Minister beider Seiten hatten die Rechnung ohne den US-Präsidenten gemacht. Nun beginnen die Arbeiten auf unterer Stufe von neuem – mit dem 7. August als Guillotine. Klar ist inzwischen: Jede neue Einigung ist nur etwas wert mit der Unterschrift des US-Präsidenten.

Im Gespräch mit Trump fehlten Bundespräsidentin Karin Keller-Sutter offenbar

Handlungsoptionen. Braucht es ein besseres Verhandlungsmandat?

Ein Verhandlungsmandat für einen Deal gibt es und wurde vergangenen Juni durch die aussenpolitischen Kommissionen des Parlaments zur Kenntnis genommen. Wie dieses im Detail aussieht, ist nicht öffentlich. Die Meinungen darüber gehen in der Kommission auseinander. Die Mehrheit findet, dieses sei genug breit, um einen Deal mit den USA auszuhandeln. Vor allem auf linker Seite gibt es Kritik: Die Schweiz hätte sich näher an die EU anlehnen sollen. Bei solchen Mandaten hat das Parlament aber kein eigentliches Mitspracherecht, sondern wird lediglich konsultiert. Aussenpolitik ist Sache des Bundesrats. Es wäre dem Bundesrat bei einer Ausweitung des Verhandlungsmandats sogar

möglich, lediglich die Kommissionspräsidenten kurz und bündig zu informieren. Würden sich die beiden Staaten allerdings nach diesem Deal auf einen Handelsvertrag einigen, käme dieser ins Parlament.

Und was bedeuten die US-Zölle nun für die Innenpolitik?

Es ist davon auszugehen, dass das Geschehen im Parlament vor allem dann Fahrt aufnimmt, wenn die Sommerferien vorbei sind. Am 11. August trifft sich die aussenpolitische Kommission zur Sitzung. Drei Tage später, und in dieser Angelegenheit wohl wesentlich wichtiger, folgt die Wirtschafts- und Abgabekommission des Nationalrats. Dann werden weitere Vorschläge zugunsten der Wirtschaft auf den Tisch kommen. Bereits diskutiert wird eine Idee von SP-

Nationalrat Eric Nussbaumer, die Möglichkeit von Kurzarbeit bis auf das Ende der Trump-Amtszeit zu verlängern – was auch in Teilen der Bürgerlichen Anklang findet.

Ist das alles?

Nein. Grünen-Präsidentin Lisa Mazzzone geht sogar davon aus, dass das Parlament eine außerordentliche Session im Rahmen der Herbstsession einberufen wird: «Ich nehme an, dass das Parlament nach dem Versagen des Bundesrats ein Wort mitreden will», sagt sie. In einer außerordentlichen Session könnten National- und Ständerat mögliche Massnahmen gebündelt besprechen. Nötig ist dafür lediglich ein Viertel eines Rats – es ist damit ein probates Mittel von Minderheiten, um die politische Agenda mitzugealten.

Un 1er Août pas comme les autres

GUERRE COMMERCIALE

L'administration Trump a affirmé vouloir taxer les produits suisses à hauteur de 39%, un des taux les plus élevés au monde. Dans les milieux économiques helvétiques, après le choc, c'est la volonté de poursuivre les négociations qui domine

RICHARD ETIENNE

Gueule de bois, douche froide, 1er Août funeste. Choc douanier. Récession. Suisse maltraitée. Les qualificatifs n'ont pas manqué vendredi, au sein des milieux économiques et politiques, à propos de ces fameux 39% de taxes douanières que l'administration Trump dit vouloir imposer aux produits importés de Suisse à partir du 7 août. Tout le reste – est-ce un taux définitif? Pourquoi est-il si élevé? – n'est que garniture et spéculations.

L'annonce est tombée vers 2h30, heure suisse, dans la nuit de jeudi à vendredi. La Confédération est apparue dans le ventre mou d'une longue liste de pays, avec chacun son tarif. Taxée à 39%, elle figure parmi les nations les plus sanctionnées. La cinquième au monde derrière le Brésil (50%), la Syrie (41%), la Birmanie et le Laos (chacun à 40%). Le record en Europe.

Surprise générale

Le réveil a été douloureux vendredi matin. Un peu partout, les radios crépitaient et les médias avaient mis en place des fils d'actualité en continu. Les réactions n'ont pas tardé, comme si toutes les faïtières économiques et les politiciens étaient brièvement sortis de leurs vacances pour faire partie de leur stupeur. Une surprise générale, quand bien même l'homme fort de la Maison-Blanche est réputé imprévisible.

Un peu avant 7h, un Conseil fédéral visiblement groggy a dit avoir pris connaissance «avec grand regret» des droits de douane supplémentaires imposés par les Etats-Unis. Fabio Regazzi est le premier à avoir répondu à nos questions. Le président de l'USA (Union des arts et métiers) s'est dit «sous le choc» et a aussitôt appelé à «donner de l'air à notre économie

via des mesures internes». Lisez: rapidement réduire la bureaucratie et alléger la fiscalité.

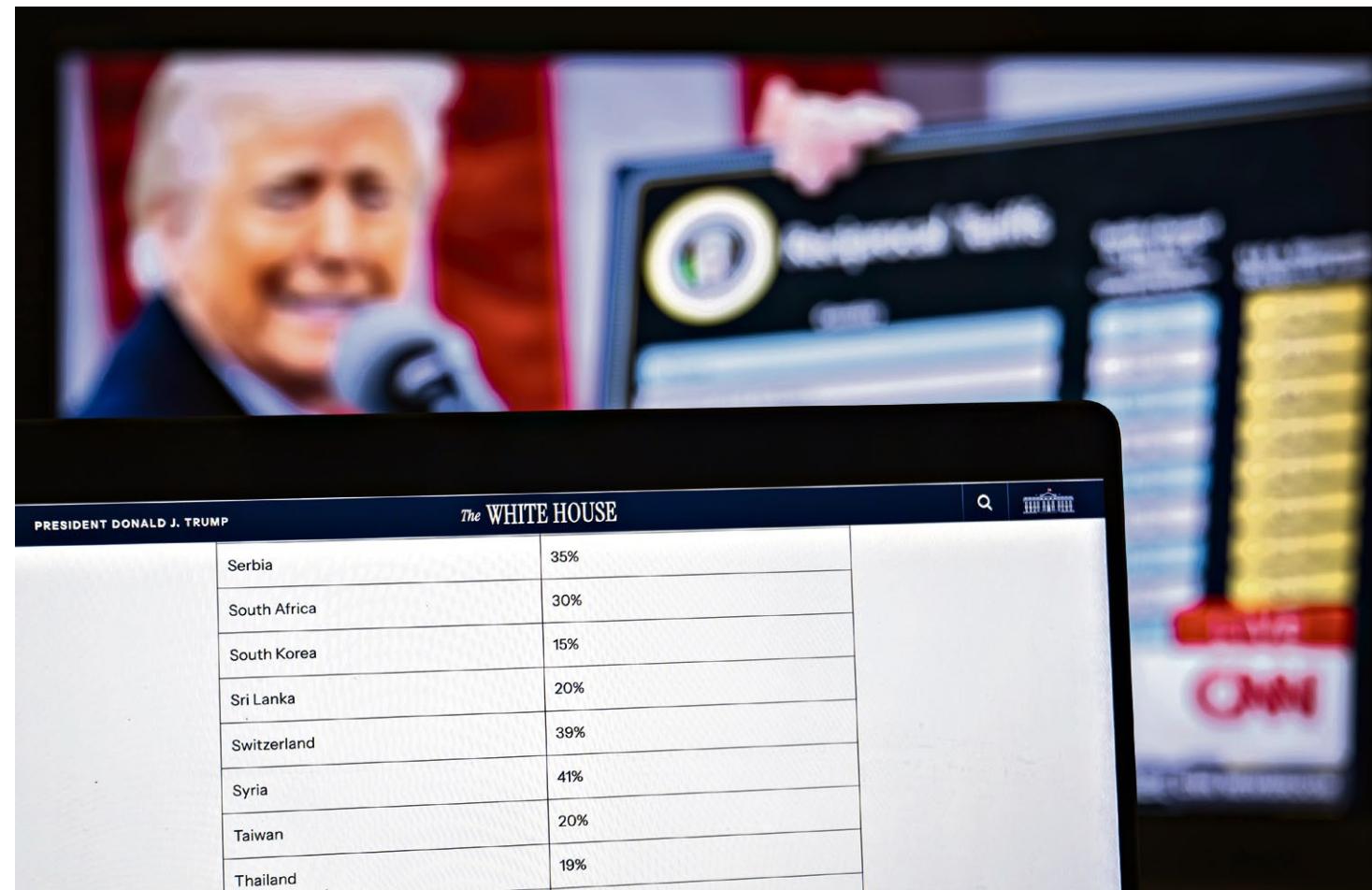
Swissmem, la faïtière de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux (MEM), a fait part de sa «grande déception». Son directeur Stefan Brupbacher s'est dit «consterné». L'association rappelle que les Etats-Unis représentent 15% du marché de l'industrie MEM, ce qui en fait son deuxième débouché à l'étranger derrière l'Allemagne.

Quasiment partout, l'importance de la patrie de Donald Trump est prépondérante. Sur les 13 000 tonnes de gruyère qui ont été exportées dans le monde l'an dernier, 4300 ont atterri aux Etats-Unis. Un tiers, c'est aussi la proportion de café vendu en dehors de nos frontières qui s'écoule outre-Atlantique. Idem pour les produits pharmaceutiques. Du côté des montres, c'est 17% et 10% pour le chocolat.

«Nous sommes dans une partie de poker où Trump est courtisé de toutes parts»

STÉPHANE GARELLI, PROFESSEUR À L'IMD

En 2024, la Suisse a exporté pour 283 milliards de francs dans le monde, dont près de 53 milliards aux Etats-Unis, faisant de ce pays le principal débouché du commerce extérieur helvétique, selon les douanes. La part des Etats-Unis a encore grimpé l'an dernier, confirmant une tendance haussière entamée il y a des décennies. Le pays de Trump est devenu le principal débouché des exporta-



Taxée à 39%, la Confédération figure parmi les nations les plus sanctionnées par les taxes douanières de Donald Trump. (LAUSANNE, 1ER AOÛT 2025/JEAN-CHRISTOPHE BOTT/KEYSTONE)

tions suisses en 2021, dépassant l'Allemagne.

Va-t-il perdre son premier rang? Nul ne se risque à une réponse. Le KOF, l'institut de recherches conjoncturelles, a par contre estimé qu'avec un taux de 39%, le PIB suisse se rétracterait de 0,3% à 0,6% (le FMI arrive à un pronostic similaire). Ce qui coûterait à chaque Suisse 300 francs en moyenne.

Un taux définitif?

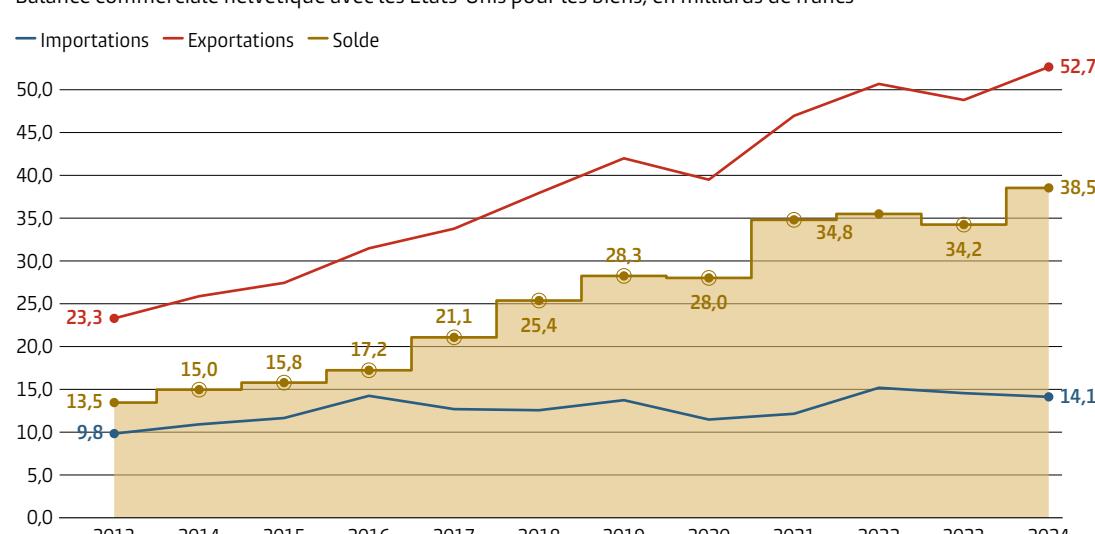
Le taux de 39% est-il définitif? Toutes les faïtières, de Swissmem à Economiesuisse, en passant par la FER Genève et Swissmechanic, incitent le Conseil fédéral à poursuivre ses négociations avec Washington. Certaines d'entre elles voient d'ailleurs un signal d'ouverture dans le fait que la date d'entrée en vigueur des taxes ait été repoussée du 1er au 7 août.

«Dans le dernier chapitre de son livre *The Art of the Deal*, Donald Trump indique qu'il adore négocier, que c'est ce qu'il préfère, que négocier importe davantage que le résultat», relève Stéphane Garelli, professeur à l'IMD. «Je crois que nous sommes en plein là-dedans, dans une partie de poker où Trump est courtisé de toutes parts. Il adore ça et tout indique qu'il va faire durer la partie», estime-t-il.

«De nouveaux efforts de négociation permettront d'atténuer ce taux de 39% dans les semaines à venir, pour le rapprocher des accords conclus avec l'UE et le Japon, à

DES ÉCHANGES PROFITABLES À LA SUISSE

Balance commerciale helvétique avec les Etats-Unis pour les biens, en milliards de francs*



*Sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes ainsi que les objets d'art et les antiquités
Graphique: Etienne Meyer-Vacherand | Source: Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

15%», estime d'ailleurs Samy Chaar, chef économiste chez Lombard Odier.

«On pourrait penser que nous avons eu tort d'être optimistes, reconnaît Rahul Sahgal, directeur général de la Chambre de commerce suisse-américaine. Mais la Suisse a vraiment négocié avec les plus hauts représentants de l'administration américaine et ces discussions ont toujours été positives. Il ne faut pas penser que ces échanges ne valent rien pour

Donald Trump. Tout n'est pas terminé.»

Dans la nuit de jeudi à vendredi, la présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter, a pu parler au téléphone avec l'homme fort de Washington. Interrogée par les journalistes en marge de la Fête nationale sur la plaine du Grütli, au bord du lac des Quatre-Cantons, elle a indiqué que Donald Trump estime que la Suisse «vole» chaque année 40 milliards de francs aux Etats-Unis en raison du déficit

commercial. Pour les biens, le solde commercial avec les Etats-Unis penche en effet en faveur de la Suisse, mais à hauteur de 14 milliards de francs en 2024, selon les douanes. Et du côté des services, c'est l'inverse: vu de Suisse, il était négatif, de -20 milliards de francs l'an dernier, selon le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco). Sur la plaine du Grütli, Karin Keller-Sutter a ajouté que la Suisse allait recommencer à négocier avec les Etats-Unis. ■

Das 39-Prozent-Drama

Wie der Zollstreit mit Donald Trump eskalierte – und wie es jetzt weitergehen soll

CHRISTINA NEUHAUS, SAMUEL TANNER

Ein 35-minütiges Telefonat hat die Schweiz in eine Krise gestürzt. «Es konnte keine Einigung gefunden werden», musste Bundespräsidentin Karin Keller-Sutter vermelden, nachdem sie am Abend vor dem 1. August mit dem amerikanischen Präsidenten Donald Trump über Zölle gesprochen hatte. Erst gerade noch im Sommermodus, wird der Bundesrat nun zu einer außerordentlichen Sitzung zusammenkommen. Das Staatssekretariat für Wirtschaft von Bundesrat Guy Parmelin will sich mit Vertretern der Wirtschaft treffen. Und eine Task-Force soll analysieren, was sich bis jetzt niemand erklären kann. Was ist nur passiert?

39 Prozent – so hoch sollen die Zölle künftig sein für Schweizer Güter, die in die USA geliefert werden. Bis zum 7. August läuft die Frist für Nachverhandlungen. Während die Europäische Union und das Fürstentum Liechtenstein (mit dem die Schweiz eine Zollunion bildet) mit je 15 Prozent belegt werden, wird die Schweiz behandelt wie Laos oder Syrien.

Der Bundesrat kommuniziert bis anhin vor allem: Ratlosigkeit. Wirtschaftsminister Guy Parmelin sagte am Samstagabend im «Forum» von RTS, man sei vom Zollentscheid «überrascht» worden. Es handle sich um eine «Strafe». Finanzministerin Karin Keller-Sutter sagte am 1. August auf dem Rüttli, die Situation sei «absurd».

Wie konnte die Schweiz in diese «absurde» Situation geraten? Gespräche mit gut informierten Personen aus dem Umfeld mehrerer Bundesräte sowie aus Wirtschaft und Diplomatie ermöglichen die Rekonstruktion eines Dramas.

Am Telefon I

Sicher ist, wer auf Schweizer Seite die entscheidende Rolle spielt: Bundespräsidentin Karin Keller-Sutter. Sie wähnt sich im Frühling gut vorbereitet auf ihren Gegenspieler, den amerikanischen Präsidenten Donald Trump. Im Winter hat sie sein Buch «The Art of the Deal» gelesen. Sie sei mit drei älteren Brüdern aufgewachsen, sagt sie einmal über ihren Umgang mit Machtpolitikern, sie habe früh zu kämpfen gelernt.

Kurz nachdem Trump an seinem «Be-freiungstag» am 2. April im Rosengarten des Weissen Hauses seine Zolltafel präsentiert hat («Switzerland: 31%»), lässt sich Keller-Sutter mit Trump verbinden. Sie weist ihn darauf hin, dass die Schweizer Wirtschaft die sechstgrößte Investorin in den USA sei, dass die Schweiz keine Industriezölle erhebe und das Handelsbilanzdefizit zu relativieren sei, dass amerikanische Firmen «full market access» hätten. Es ist ein 25-minütiges Telefongespräch, aber es wird zu einem Mythos. Die Schweizer Bundespräsidentin habe Donald Trump die Konsequenzen seiner Zollpolitik klargemacht, schreibt die «Washington Post». Als Trump darauf seine Zölle sistiert, erklärt der Direktor des nationalen Wirtschaftsrats der Vereinigten Staaten bei CNN: «Die Pause geht auf vertrauliche und aufrichtige Gespräche zurück. Ich hatte (...) ein überaus einvernehmliches Gespräch mit dem Präsidenten und der Schweizer Bundespräsidentin.»

Auch Karin Keller-Sutter scheint einem Mythos zu erliegen, den sie selbst mitgeschaffen hat: «Donald Trump hat viele Fragen gestellt», sagt sie. «Ich fand offensichtlich den Zugang zu ihm.»

Es scheint gut zu laufen

Spätestens als Karin Keller-Sutter und Guy Parmelin am 9. Mai in Genf mit dem amerikanischen Finanzminister Scott Bessent und dem Handelsbeauftragten Jamieson Greer über einen Zoll-Deal sprechen, sieht sich die Schweiz kurz vor dem Ziel. Die Gespräche seien «freundschaftlich» verlaufen, heisst es, die Schweiz habe Priorität. «Die Schweiz soll eines der nächsten Länder sein», sagt Keller-Sutter.

Am gleichen Abend wird sie in Zürich im Zunfthaus zur Meisen be-



Da war die Welt noch halbwegs in Ordnung: Karin Keller-Sutter bei der Aufzeichnung ihrer Rede zum 1. August. GIAN EHRENZELLER / KEYSTONE

geistert empfangen – am Jubiläumsfest des «Nebelpalters», dessen Chefredaktor sie als «Superstar» bezeichnet. Keller-Sutter erzählt von ihrem Smalltalk mit Scott Bessent («Wie war die Anreise?») und ergründet dann auch die Motivlage der Trump-Regierung: Multilaterale Systeme wie etwa die Europäische Union würden in Washington wenig geschätzt, sagt sie, die Schweiz befindet sich da im Vorteil.

Ist es Hochmut? Mehrere Quellen sagen, die Schweiz sei wohl zu sehr davon ausgegangen, dass die USA ähnlich funktionierten wie die Schweiz. Man habe sich auf das Wohlwollen von Finanzminister Bessent verlassen, auch wenn die Amerikaner schon in Genf klargemacht hätten, wer am Ende entscheide: «It's the president!» Das System Schweiz sei komplett überfordert mit dem Day-by-day-Modus, in dem das System Trump funktioniere. Der Bundesrat habe verkannt, dass sich Trump nicht an Abkommen und Abmachungen auf technischer Ebene halte, sondern nur an sich selbst.

Zunehmend Zweifel

Noch im Juli ist die Zuversicht im Bundesrat gross. Trumps Finanzminister Scott Bessent, Handelsminister Howard Lutnick und auch der Handelsbeauftragte Jamieson Greer stehen zu dem ausgehandelten Abkommen (das offenbar einen Zolltarif von 10 Prozent vorsieht). Hätten die Amerikaner weitere Forderungen gestellt, hätte die Schweiz nachgebessert, sagt eine bundesnahe Quelle. Die technischen und die politischen Gespräche sind aussichtsreich verlaufen. Guy Parmelin ist zuversichtlich, seine Staatssekretärin Helene Budliger Artieda ist zuversichtlich, Karin Keller-Sutter ist zuversichtlich. Als sie sich im Juli mehrfach in Amerika nach dem gegenwärtigen Stand erkundigen, kommt mehrfach zurück: alles gut.

Die entscheidende Unterschrift fehlt jedoch weiterhin: Als das Abkommen Anfang Juli an einer Kabinettssitzung besprochen werden soll, ändern sich die Pläne. Bald ist Mitte Juli, und in Bern gibt es zunehmend Zweifel. Gegen Ende Juli heisst es plötzlich von amerikanischen Gesprächspartnern, Trump habe genug von komplexen Deals, er wolle einfach Geld sehen, so formuliert es eine gut informierte Quelle. Im Umfeld des Bundesrats spricht man vom «Fluch der frühen Verhandlungen»: Als die Schweiz im April die Gespräche aufgenommen habe, sei man noch davon ausgegangen, dass ein reguläres Abkommen realistisch sei – bis der Schweizer Deal auf

Trumps Pult gelegen habe, hätten ihm andere Länder längst viel kreativere Angebote gemacht.

Am Telefon II

Und so bittet Bundespräsidentin Karin Keller-Sutter kurz vor Ablauf des Ultimatums um ein zweites Telefonat mit Donald Trump. Sie hat das Zollabkommen längst zu ihrer persönlichen Angelegenheit gemacht: in der Überzeugung, den Respekt des amerikanischen Präsidenten zu genießen («ich fand offensichtlich den Zugang zu ihm»).

Am Tag vor dem 1. August, abends um 20 Uhr, steht die Leitung. Karin Keller-Sutter erzählt Trump, die Schweiz begehe gerade ihren Nationalfeiertag, die Geschichte des Landes gehe bis auf das Jahr 1291 zurück. Er habe das fast nicht glauben können, sollte sie später sagen. Dann wird das Gespräch schwierig, Keller-Sutter merkt schnell, dass Trump nur eine Zahl interessiert: das Handelsbilanzdefizit von 38,5 Milliarden. In seiner Logik besticht die Schweiz ihn in Milliardenhöhe.

Keller-Sutter rechnet Trump ihre Argumente vor, und als sie ihm auch noch widerspricht, wird auf der anderen Seite der Leitung das Umfeld des Präsidenten unruhig. Staatssekretärin Helene Budliger erhält nervöse Nachrichten auf ihr Handy, so berichtet es eine Quelle. Das Gespräch verläuft nicht gut, so dürfe man nicht mit dem Präsidenten umgehen, sie solle eingreifen. Doch Budliger, die bisher durchaus erfolgreich mit Amerika verhandelt hat und dort einen guten Ruf genießt, ist nicht im Call.

Am Telefon trifft eine Schweizer Politikerin, die in ihrer 1.-August-Rede von «Verlässlichkeit» spricht, auf einen New Yorker Immobilienhändler, den Präsidenten der Unverlässlichkeit. Sie ist seit ihrer Kindheit stolz, auch jenen zu widersprechen, die mächtiger sind als sie. Und er erträgt wenig so schlecht wie Widerspruch im falschen Moment – unvergessen, wie er den ukrainischen Präsidenten Selenski vor laufender Kamera vorführte, als dieser gegen ihn argumentierte.

Nach 35 Minuten ist das Gespräch am Ende und Karin Keller-Sutter (und mit ihr die Schweiz) blamiert: Mit dem Selbstbewusstsein einer «special relationship» ist sie einst in die Verhandlungen eingestiegen, mit 39 Prozent Zoll kommt sie heraus, kurz vor Syrien.

Donald Trump begründet es am 1. August so: «Wir haben ein riesiges Defizit von 40 Milliarden Dollar.» Der Handelsbeauftragte Jamieson Greer sagt zudem: «Die Schweiz liefert riesige Mengen an

Arzneimitteln in unser Land. Wir wollen Arzneimittel in unserem Land herstellen.» Als er von einer erstaunten Journalistin gefragt wird, ob es denn nicht stimme, dass sich die Schweiz und die USA eigentlich schon eingeworden seien, sagt Greer: So genau stimme das nicht, es gelte immer, «nothing is agreed until everything is agreed».

The Art of the Deal

Wo liegen die Fehler der Schweiz? Mehrere Quellen kritisieren, der Bundesrat habe sich zu sehr auf Trumps Minister verlassen und zu sehr auf rechtsstaatliche Prinzipien, die Trump längst überwunden habe. Die bittere Wahrheit lautet: Die Schweiz habe zu lange gebraucht, um den USA ein ausformuliertes Angebot vorzulegen.

Bern konnte lange hoffen, am Ende besser dazustehen als die Europäische Union. Karin Keller-Sutter war zuversichtlich, nach Grossbritannien als zweites Land einen Deal abschliessen zu können. Doch dann verlor der Bundesrat viel Zeit, bis er sich auf ein Verhandlungsmandat einigen konnte. Zwei Departemente schrieben Mitberichte und verzögerten dadurch den Prozess, so berichten es Quellen. Man habe zudem keine Konzessionen machen wollen, die den Abmachungen mit der Europäischen Union widersprochen hätten.

Als der Bundesrat das Mandat am 4. Juli endlich verabschiedete, hatte Japan den USA bereits Investitionen in der Höhe von 550 Milliarden zugesichert; Ende Juli versprach Südkorea 350 Milliarden Dollar. Auch die EU hatte sich zu diesem Zeitpunkt bereits an Trumps Art of the Deal angepasst. Kommissionspräsidentin Ursula von der Leyen besuchte den amerikanischen Präsidenten in Schottland beim Golfen, brachte ihm den Schmus («ein harter Verhandler») und Dollar: Man werde 600 Milliarden US-Dollar in den USA investieren. Man werde Öl und Flüssiggas importieren, im Umfang von 250 Milliarden, drei Jahre lang.

Von der Leyen benahm sich wie der CEO eines Konzerns, für sie galt kein Verhandlungsmandat der einzelnen EU-Länder. Das Fracking-Gas ist eine Energieform, von der sich die EU mit ihrem eigenen Green Deal lösen will. Der französische Ministerpräsident Bayrou sprach von einem «schwarzen Tag» für Europa. Die EU habe sich den USA unterworfen.

Die Schweiz stand mit ihren Bemühungen um die Berufslehre und Investitionen in der Höhe von 200 Milliarden Franken plötzlich kleinlich da. Der Bundesrat hatte so gehandelt, wie er immer handelt: mit Werweissen und Mitberichten. Bis Trump seine Vorstellung eines guten Deals wieder geändert hatte.

Mittlerweile hat auch der Bundesrat gemerkt, dass weitere Zugeständnisse nötig sind. Auf technischer Ebene hat die Schweiz zwar fertig verhandelt, aber nun ist die Politik dran. Am Samstagabend sagte Wirtschaftsminister Guy Parmelin in der RTS-Sendung «Forum», eine politische Lösung sei nicht ausgeschlossen. «In jeder Verhandlung gibt es Phasen, in denen es funktioniert, und solche, in denen es nicht funktioniert. Entscheidend ist der politische Wille auf höchster Ebene.»

Laut Parmelin könnte auch die Schweiz über Trade-offs mit amerikanischem Flüssiggas verhandeln. Auch der Import von amerikanischem Rindfleisch wird zum Thema. Donald Trump liegt die Landwirtschaft am Herzen. Seit ein paar Tagen tauschen das Staatssekretariat für Wirtschaft und einflussreiche Wirtschaftskreise weitere Ideen aus, wie das Handelsbilanzdefizit zwischen der Schweiz und den USA reduziert werden könnte: Goldexporte reduzieren, eine KI-Robotics-Initiative starten – der Kreativität scheinen keine Grenzen gesetzt.

Ein Deal scheint möglich. Vorausgesetzt, der Bundesrat handelt, bevor Trump seine Meinung wieder geändert hat.



Der Deal zwischen Donald Trump und Narendra Modi ist in Indien eine künstlerische Angelegenheit.
Bild: AP/Rajanish Kakade

Die grosse Liste der Strafzölle

Manche haben einen Deal. Manche werden wohl gar keinen kriegen.
Gehört dazu auch die Schweiz, die neu 39 Prozent Zölle auf Warenexporte in die USA zahlen soll? Ein Überblick.

Doris Kleck und
Remo Hess, Brüssel

US-Präsident Donald Trump hat eine weitere Verlängerung seiner Zoll-Frist ausgeschlossen. Der Stichtag am Freitag, dem 1. August, steht fest, schrieb Trump auf der Plattform Truth Social. «Ein grosser Tag für Amerika», ist sich der US-Präsident sicher. 10 Prozent, 15 Prozent oder noch mehr? Die Hoffnung, dass man pünktlich einen guten Deal mit Trump bekommt, war gross in Bern – der Schock über die **39 Prozent** umso tiefer. Doch wie kommt die Schweiz im Vergleich mit anderen Staaten weg?

EU

Die Europäische Union muss neu pauschal **15 Prozent** auf einen Grossteil der in die USA exportierten Waren bezahlen. Das ist zwar «nur» die Hälfte der von Trump angedrohten **30 Prozent**, aber immer noch eine saftige Erhöhung des aktuellen Niveaus. In einigen für beide Seiten wichtigen Bereichen soll es Ausnahmen geben: Null Zölle gelten bei Flugzeugen und Flugzeugteilen, Chemikalien oder einer Auswahl von Generika. Bei einer Reihe anderer Produkte laufen die Verhandlungen weiter. Wichtig für die EU wäre die Zollbefreiung von **Wein und anderen alkoholischen Getränken**. Hier gelten ab 1. August ebenfalls **15 Prozent**, was Winzer vor allem in Frankreich und Italien schmerzen wird.

Unklar ist, wie es im Pharmasektor weitergeht. Vorläufig gelten hier noch keine Zölle. Trump dürfte sie aber bald erhöhen. Die EU hat die Zusicherung erhalten, dass die USA nicht auf über 15 Prozent gehen werden. Trotzdem wird das einschneidende Auswirkungen haben. Auch auf die Schweiz: Die Hälfte ihrer Pharmaexporte in die USA gehen über die EU.

Eine Erleichterung gibt es bei der für Europa wichtigen **Autoindustrie**: Hier sollen die Zölle von aktuell **27,5 Prozent auf ebenfalls 15 Prozent** sinken. Bei Stahl- und Aluminium soll eine Quote von zollbefreiten Importen noch festgelegt werden. Darüber gelten die aktuellen 50 Prozent.

Um einen Deal zu erreichen, musste die EU grosse Versprechen abgeben. Sie stellt etwa in Aussicht, dass europäische Unternehmen in den nächsten drei Jahren für 750 Milliarden Dollar in den USA Energieprodukte einkaufen könnten. Außerdem schätzt sie die künftige Investitionssumme der Europäer in den USA auf 600 Milliarden Dollar.

Grossbritannien

Grossbritannien war das erste Land, das mit der US-Regierung ein Rahmenabkommen vereinbart. Bereits im Mai schafften die Länder Klarheit. Grossbritannien hat gut verhandelt. So belegen die USA britische Güter mit einem Zoll von **10 Prozent**, was tiefer ist als der Strafzoll für Produkte aus der EU.

Allerdings gibt es auch in dieser Vereinbarung zahlreiche Ausnahmen. Für den Export von Autos aus britischer Herstellung gilt ebenfalls ein Zoll von 10 Prozent. Allerdings nur für ein Kontingent von 100'000 Autos. Für alle Autos darüber gilt ein Zollsatz von 25 Prozent. Hier hat die EU besser verhandelt. Für Autos aus dem EU-Raum gilt nämlich ein Zoll von 15 Prozent.

Japan

Mit **25 Prozent** hatte US-Präsident Donald Trump gedroht, **15 Prozent** kamen im Deal zwischen den USA und Japan heraus. Trump nannte es das «grösste Handelsabkommen aller Zeiten». Besonders für die japanische Autoindustrie sind die USA ein sehr wichtiges Exportland. Auch für japanische Autos gilt der Satz von 15 Prozent.

Japan musste für den Deal einige Konzessionen machen. Unter anderem wird der Marktzugang für amerikanischen Reis und amerikanische Autos erleichtert. Japans Regierung hat zudem in Aussicht gestellt, in

einem nicht genannten Zeitraum Investitionen in der Höhe von 550 Milliarden Dollar in den USA zu tätigen. Bemerkenswert: Das sind Staatsgelder und keine Privatinvestitionen wie etwa bei der EU.

Südkorea

Hatte US-Präsident Donald Trump zuvor noch damit gedroht, ab dem 1. August Zölle in der Höhe von **25 Prozent** auf die Einfuhr von Produkten aus Südkorea zu erheben, so gab er nun auf der Plattform Truth Social eine Einigung auf **15 Prozent** bekannt. Laut Handelsminister Howard Lutnick wird dieser Zollsatz auch für Auto-Importe gelten – also bekannte Hersteller wie Kia und Hyundai treffen. US-Produzenten würden hingegen nicht mit Zöllen belastet, betonte Trump.

Südkorea werde den USA zudem 350 Milliarden US-Dollar (304 Milliarden Euro) für Investitionen zur Verfügung stellen, über die er entscheide, sagte Trump. Außerdem werde das Land Flüssigerdgas (LNG) oder andere Energieprodukte im Wert von 100 Milliarden US-Dollar kaufen.

Vietnam

Angesagt waren **46 Prozent**: Vietnam traf die Ankündigung von neuen Zöllen am «Liberation Day» besonders hart. Schliesslich haben sich die beiden Länder darauf geeinigt, dass vietnamesische Exporte in die USA mit Zöllen in der Höhe von **20 Prozent** belegt werden. Vietnam erhebt keine Zölle.

Die USA sind der wichtigste Exportmarkt für vietnamesische Produkte. Dabei geht es nicht nur um Turnschuhe und Kleider, sondern vermehrt auch um elektronische Güter. Die beiden Länder haben sich auch auf strenge Regeln gegen die Zollumgehung geeinigt. Diese zielen darauf ab,

dass China seine Güter nicht via Vietnam in die USA exportieren kann. So gilt für Güter, die aus Drittstaaten nach Vietnam kommen und in die USA exportiert werden, ein hoher Zollsatz von 40 Prozent.

Indonesien

300 Millionen Einwohner hat das südostasiatische Land. Mit seiner jungen und wachsenden Bevölkerung ist es ein attraktiver Markt. Trump hatte Indonesien mit einem Zoll von **34 Prozent** gedroht. Herausgekommen im Abkommen der beiden Länder sind nun **19 Prozent**. Auch hier gelten die Zölle nur in eine Richtung: US-Güter können zollfrei nach Indonesien exportiert werden.

Auch Indonesien hat sich das Entgegenkommen bei den Zöllen teuer erkauft. Die Regierung hat sich verpflichtet, 50 Boeing-Flugzeuge zu kaufen. Und das Land soll amerikanische Landwirtschaftsprodukte im Wert von 4,5 Milliarden Dollar und Energieprodukte im Wert von 15 Milliarden Dollar importieren.

Brasilien

US-Präsident Donald Trump hat ein Dekret unterzeichnet, das für brasilianische Importe Zölle in der Höhe von **50 Prozent** vorsieht. Die Regelung soll am Mittwoch, 6. August, in Kraft treten.

Zum bestehenden Zollsatz von 10 Prozent sollen also weitere **40 Prozent** auf brasilianische Produkte hinzukommen. Nicht alle Importe sollen davon betroffen sein. Ausgenommen sind Aluminium, Zivilflugzeuge und -teile oder Düngemittel.

Die Zölle stehen im Zusammenhang mit dem Prozess gegen den ehemaligen Präsidenten Jair Bolsonaro, einen engen Verbündeten Trumps. Bolsonaro wird beschuldigt, nach seiner Wahlniederlage gegen Lula 2022 ein Komplott geplant

zu haben, um sich an der Macht zu halten. Trump scheint sich mit Bolsonaro zu identifizieren. Der US-Präsident wurde 2023 in ähnlicher Weise wegen seiner Bemühungen angeklagt, das Ergebnis der US-Präsidentschaftswahlen von 2020 zu kippen.

Er bezeichnete dies mehrfach als «Hexenjagd». Der brasilianische Präsident Luiz Inácio Lula da Silva kündigte Widerstand an. Er sagt, er müsse «die Souveränität des brasilianischen Volkes angesichts der vom Präsidenten der Vereinigten Staaten angekündigten Massnahmen» verteidigen.

Indien

US-Präsident Donald Trump hat Zölle in der Höhe von **25 Prozent** für Waren aus Indien angekündigt. Indien sei ein Freund der Vereinigten Staaten, aber seine Zölle auf amerikanische Waren seien zu hoch, schrieb Trump auf seiner Plattform Truth Social.

Der US-Präsident kritisierte außerdem, dass Indien Rüstungsgüter und Öl von Russland kauft und damit Moskaus Kriegsführung in der Ukraine unterstützt. Deshalb würden die USA ab Freitag zusätzlich zu den 25-prozentigen Zöllen eine weitere «Strafe» gegen Indien verhängen.

Nach US-Angaben verzeichneten die Vereinigten Staaten im vergangenen Jahr ein Ungleichgewicht im Warenverkehr mit Indien in der Höhe von 45,8 Milliarden Dollar (40 Milliarden Euro). Sie importierten also mehr, als sie exportierten.

China

Die Verhandlungen zwischen China und den USA dauern an. Die beiden Delegationen sind in Stockholm im Gespräch – sie haben bis am 12. August Zeit, um eine Einigung zu erzielen. Die beiden Länder verhandeln auch über eine mögliche Verlänge-

rung dieser Zollpause. Seit April hatten die USA die Einfuhrzölle auf chinesische Waren schrittweise auf bis zu **145 Prozent** erhöht. China reagierte mit Gegenzöllen von bis zu **125 Prozent** und verhängte Exportkontrollen auf strategisch wichtige Rohstoffe. Im Mai einigten sich beide Seiten in Genf auf eine 90-tägige Pause beim Hochschrauben der Eskalationspirale. Aktuell gelten folgende Zölle: **30 Prozent** auf chinesische und **10 Prozent** auf US-Waren.

US-Präsident Donald Trump hat sich am Mittwoch optimistisch über eine mögliche Einigung geäußert. Mit China gehe es voran, es laufe gut, sagte er in der US-Hauptstadt Washington vor Journalisten. Man sei auf dem richtigen Weg. «Ich denke, wir werden einen sehr fairen Deal mit China erzielen.»

«In einem Zollkrieg gibt es keine Gewinner», sagte dagegen ein Sprecher des chinesischen Außenministeriums. «Zwang und Druck werden das Problem nicht lösen. China wird seine Souveränität, seine Sicherheit und seine Entwicklungsinteressen entschlossen verteidigen.»

Mexiko und Kanada

Die beiden Nachbarstaaten Mexiko und Kanada sind Handelspartner Nummer 1 und 2 der USA. Trotz der immensen Verflechtung hatten beide Länder Stand Donnerstagnachmittag noch keine Einigung.

Das mag auch daran liegen, dass Trump ein angespanntes Verhältnis zu seinen Nachbarn hat. Mexiko drohte er schon mit einer Invasion zur Bekämpfung des Drogenschmuggels. Kanada würde er am liebsten als 51. Bundesstaat der USA annexieren. Am Donnerstag schrieb er auf seinem sozialen Netzwerk, dass es für ihn «sehr schwer sein wird», einen Deal mit Kanada zu machen, wenn die Regierung von Premierminister Mark Carney Palästina als eigenen Staat anerkenne.

Ohne Einigung würde **Kanada 35 Prozent** pauschalzölle zahlen. Bei **Mexiko** wären es **25 Prozent**. Aufgrund eines existierenden Freihandelsabkommens wären aber nicht alle Güter von diesem neuen Strafzoll betroffen. Mit Material der DPA

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'IA Act, nouvelle ligne de front entre l'Europe et les Etats-Unis



élie Allan

Alors que des pans-clés du règlement européen sur l'IA deviennent effectifs, Washington et les géants de la tech n'ont pas renoncé à leur offensive contre ce texte

BRUXELLES - correspondance

Il a beau hérisser l'administration Trump et de nombreuses grandes entreprises de part et d'autre de l'Atlantique, la législation européenne applicable à la tech poursuit, pour le moment, sa mise en route. Il en va ainsi du règlement sur l'intelligence artificielle (IA), dont certaines dispositions centrales entrent en vigueur, samedi 2 août, un peu plus d'un an après l'adoption définitive de ce texte, l'un des plus ambitieux au monde dans le domaine. C'est le cas du volet concernant la gouvernance. Les Vingt-Sept doivent faire savoir à la Commission européenne quelles autorités nationales seront compétentes pour superviser la bonne application des règles. Les fournisseurs de services feront donc l'objet d'une surveillance plus étroite – mais encore théorique dans une partie des Etats membres, qui n'ont pas désigné, à ce jour, le ou les organismes à qui cette tâche reviendra – en France, ont été choisis la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et le Défenseur des droits.

Pour cette même raison, le régime de sanctions, qui doit lui aussi commencer à s'appliquer à compter du 2 août, n'aura pas forcément d'effets immédiats. Une fois qu'il sera opérationnel, les prestataires s'exposeront à des pénalités pouvant aller jusqu'à 7 % de leur chiffre d'affaires mondial s'ils ne respectent pas les interdictions énumérées dans le règlement et applicables en droit dès maintenant. Ces dernières vont de la commercialisation de logiciels visant à prédire les comportements criminels d'individus à l'exploitation de « vulnérabilités » liées à l'âge ou à un handicap, en passant par la création de bases de données de reconnaissance faciale.

Un code de bonnes pratiques

Les mesures les plus emblématiques portent sur les systèmes d'IA à usage général, dont les modèles de génération d'image ou de texte que sont ChatGPT d'OpenAI, Gemini de Google et Grok de xAI, propriété d'Elon Musk. Les concepteurs doivent tenir à disposition des autorités une documentation technique sur l'architecture de leurs programmes et faire la transparence sur les données servant à les entraîner. « Ces règles signifient que les informations sur la manière dont les modèles d'IA sont formés seront plus claires, que la protection des droits d'auteur sera mieux assurée et que le développement de l'IA se fera de façon plus responsable », estime la Commission.

Le parcours n'est pas terminé pour l'IA Act, dont le calendrier de mise en œuvre s'échelonne jusqu'au mois d'août 2027. En 2026, de nouvelles obligations s'appliqueront aux systèmes d'IA considérés comme à « *haut risque* », classés ainsi parce qu'ils sont utilisés dans des domaines sensibles, tels que l'éducation, la gestion d'infrastructures énergétiques ou le contrôle aux frontières.

Le 2 août ne signe de toute façon pas la fin des batailles autour de ce texte, qu'une partie du secteur privé voudrait mettre en pause, alors qu'à l'opposé des organisations défendant le droit d'auteur le trouvent trop timide. Ces dernières semaines, les débats ont tourné autour d'un code de bonnes pratiques publié par la Commission européenne à destination des fournisseurs de modèles à usage général. Ce cahier des charges, devant aider les entreprises à montrer patte blanche, n'a pas franchement soulevé l'enthousiasme des grands noms de la tech. La plupart y ont souscrit, mais en tordant le nez pour certains. Ainsi de Google, qui a fait savoir, mercredi 30 juillet, qu'il signerait le code, tout en se déclarant, sous la plume de Kent Walker, l'un de ses plus hauts dirigeants, « *préoccupé par le fait que l'IA Act et le code risquent de freiner (...) le déploiement de l'IA en Europe* ».

Meta, maison mère de Facebook et Instagram, s'est singularisée en refusant d'apposer sa signature. Joel Kaplan, son chef des « affaires globales », a déploré les « *incertitudes* » du texte. En snobant le code de bonnes pratiques, le groupe fondé par Mark Zuckerberg, néoconverti au trumpisme, ne se place toutefois pas dans l'illégalité : peu importe qu'ils signent ou pas, les géants de la tech sont tenus, dans tous les cas, de respecter les exigences européennes. Cette décision confirme cependant le virage opéré par le mastodonte des réseaux sociaux, qui a adopté une tactique de lobbying et une communication publique plus offensives. Un changement de ton que les observateurs datent du retour de Donald Trump à la Maison Blanche.

« *L'approche incohérente, restrictive et contre-productive de l'Union européenne (...) contraste fortement avec le leadership pro-innovation du président Trump* », a encore critiqué Joel Kaplan quelques jours plus tard. Une allusion aux annonces du président américain qui a dévoilé, le 23 juillet, un vaste plan d'accélération de l'IA devant lever les obstacles pour asseoir le leadership mondial des Etats-Unis.

Vendredi 25 juillet, Meta a dénigré un autre règlement européen qui encadre les publicités politiques sur Internet. Face aux sorties tous azimuts du groupe, « *les autres entreprises sont plus balancées parce qu'elles mesurent l'importance pour elles du marché européen* », analyse un connaisseur du dossier.

Le choc de deux mondes

Entre Washington et Bruxelles, ce n'est pas une simple opposition de style mais plutôt le choc de deux mondes. Donald Trump et les siens livrent une charge permanente contre la réglementation européenne, dont l'IA Act n'est qu'une partie. Parmi les cibles prioritaires : les directives sur les services numériques et les marchés numériques. Autant de textes adoptés durant le dernier cycle politique à Bruxelles, qui s'est achevé avec les élections européennes de juin 2024. « *La pression exercée par les Etats-Unis est très forte* », note l'eurodéputé italien Brando Benifei (Alliance progressiste des socialistes et démocrates), l'un des chefs de file des négociations sur l'IA au Parlement européen, et qui préside, en outre, la délégation pour les relations avec les Etats-Unis.

La Commission européenne a dit et répété que la réglementation européenne n'était pas négociable dans le cadre des tractations commerciales entre Bruxelles et Washington. Car il y va de la souveraineté du Vieux Continent. Les discussions entre les délégations ne sont toutefois pas closes. L'accord passé, le 27 juillet, par Donald Trump et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a laissé plusieurs points en suspens, notamment sur l'acier et l'aluminium. Sûre de sa force, l'administration Trump n'a pas abandonné l'idée de faire plier les Européens. Les services numériques et « *l'attaque menée contre [les] entreprises [américaines] de la tech* » seront « *sur la table* », a assuré, mardi 29 juillet, le secrétaire au commerce américain et homme d'affaires, Howard Lutnick, lors d'une interview à la chaîne CNBC. « *Ça va trop loin* », déplore le conservateur allemand Axel Voss, qui a participé aux négociations sur l'IA Act au Parlement européen. « *On ne peut pas abandonner nos valeurs, la démocratie et l'Etat de droit.* » Les discussions sur le règlement ne sont toutefois pas terminées. La Commission doit présenter d'ici à la fin de l'année des mesures de simplification de la législation. Les discussions sont ouvertes pour savoir quels textes en feront partie.